

7. Le **PRESIDENT** confirme qu'il en est bien ainsi.

8. **M. LINDENBERG SETTE** (Brésil) souhaite qu'il soit précisé si le Comité des ressources naturelles sera habilité à examiner les décisions de la Conférence et à faire au Conseil des recommandations au sujet de toutes ces décisions ou uniquement de la question qui lui a été expressément renvoyée par la Conférence.

9. **M. CORDOVEZ** (Secrétaire du Conseil) indique que le Comité des ressources naturelles ne peut pas approuver les recommandations de la Conférence puisqu'elles sont adressées au Conseil. Celui-ci peut, toutefois, s'il l'estime opportun, confier au Comité les tâches qu'il juge bon.

10. **M. YORK** (République fédérale d'Allemagne) ne demande pas que des tâches particulières soient assignées au Comité. Il souhaite simplement qu'on ne lui impose pas d'autres limites que celles que fixe son mandat.

11. Le **PRESIDENT** dit que, s'il n'y a pas d'objection, il considérera que le Conseil prend acte de ce qu'un point intitulé "Conférence des Nations Unies sur l'eau" sera inscrit à l'ordre du jour provisoire de la cinquième session du Comité des ressources naturelles et que, au titre de ce point, le Secrétaire général de la Conférence fera rapport au Comité sur les résultats de celle-ci.

Il en est ainsi décidé [décision 214 (LXII)].

POINT 3 DE L'ORDRE DU JOUR

Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale (*suite*) [E/5920, E/5921, E/5922 et Corr.1]

12. **M. AL-HUSSAMY** (République arabe syrienne) déclare que, profondément préoccupée par le danger que représentent le racisme et la discrimination raciale mais

confiante dans le rôle que l'Organisation des Nations Unies peut jouer pour éliminer toutes les idéologies et toutes les pratiques fondées sur le racisme, la délégation syrienne s'est toujours efforcée de participer activement à l'élaboration et à l'application d'instruments internationaux visant à combattre ces maux, notamment la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale [résolution 2106 A (XX) de l'Assemblée générale], la Convention internationale sur l'élimination et la répression du crime d'*apartheid* [résolution 3068 (XXVIII) de l'Assemblée générale] et le Programme pour la Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale [résolution 3057 (XXVIII) de l'Assemblée, annexe]. La délégation syrienne a également appuyé les résolutions de l'Assemblée générale dénonçant toutes les manifestations du racisme et prévoyant des moyens propres à assurer la mise en oeuvre du Programme pour la Décennie. C'est dans cet esprit que doit être préparée la Conférence mondiale de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale, qui sera l'un des grands événements de la Décennie.

13. A cet égard, **M. Al-Hussamy** se félicite des travaux réalisés par le Sous-Comité préparatoire de la Conférence et réaffirme que sa délégation a décidé de collaborer à toutes les activités tendant à assurer son succès. Toutefois, le rapport du Sous-Comité préparatoire (E/5922 et Corr.1) faisant état des réserves émises par certains membres de cet organe, la délégation de la République arabe syrienne tient à appeler l'attention du Conseil sur le danger d'une attitude visant à empêcher la Conférence d'examiner ce qui, aux termes du paragraphe 13 du Programme pour la Décennie, doit précisément constituer son thème principal. Il ne faut pas oublier que tous les instruments et toutes les résolutions adoptés par l'Organisation des Nations Unies au sujet du racisme et de la discrimination raciale sont étroitement liés et qu'ils expriment le sentiment de la communauté internationale.

La séance est levée à 11 h 30.

2049^e séance

Jeudi 21 avril 1977, à 15 h 40.

Président : M. Ladislav ŠMÍD (Tchécoslovaquie).

E/SR.2049

POINT 3 DE L'ORDRE DU JOUR

Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale (*suite*) [E/5920, E/5921, E/5922 et Corr.1]

1. **Mlle RICHTER** (Argentine) dit que la délégation argentine participe au débat sur le racisme et la discrimination raciale en gardant clairement à l'esprit l'importance des questions qui vont être abordées et des conséquences que les décisions de la Conférence mondiale de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale auront pour les Etats. Le fait que l'Assemblée générale ait jugé nécessaire de convoquer une conférence de portée mondiale indique que,

si des mesures utiles et appropriées ont bien été adoptées à ce jour, elles n'ont pas été suffisantes pour satisfaire les aspirations et atteindre les objectifs fixés.

2. C'est à cause de cette insuffisance que l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité se trouvent de temps à autre dans l'obligation de s'occuper de la situation de l'Afrique australe, dont ont découlé des événements d'une profonde gravité politique débordant le cadre purement humanitaire dans lequel ce problème a jusqu'à présent été analysé. Il ne s'agit pas d'imputer des responsabilités mais bien de coopérer étroitement à la recherche de solutions. Il convient de rappeler que la gravité de la situation actuelle

ne tient pas à l'indifférence de l'Organisation des Nations Unies devant la manifestation d'un processus qui paraît aujourd'hui irréversible; bien au contraire, et en particulier depuis l'adoption historique de la résolution 1514 (XV), l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité ont adopté des décisions dans lesquelles ils ont reconnu que la situation régnant en Afrique australe faisait peser une menace sur la paix et la sécurité internationales et recommandé des mesures concrètes.

3. Il convient de rappeler que la plupart des Etats se sont efforcés d'accorder leur conduite internationale aux principes énoncés par l'ONU et il est encourageant de constater que des groupes de pays ayant une influence incontestable sur l'évolution de la situation mondiale se préoccupent de voir se perpétuer des cas de colonialisme ou la politique d'*apartheid*, que l'ONU a portés de longue date à l'attention de la communauté internationale.

4. L'Argentine a participé dès le début à cette opération de mise en lumière. Le fait qu'elle n'ait pas eu à faire face aux problèmes que posent le racisme et la discrimination raciale, en dépit de la diversité des groupes raciaux qui enrichissent son patrimoine humain, n'est pas dû au hasard, mais bien à une attitude inspirée de conceptions humanitaires particulièrement opportunes aujourd'hui. L'Argentine tient donc tout spécialement à ce que la Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale conduise à des changements positifs. Loin de s'ériger en juge de la conduite d'autrui ou de se donner en exemple, c'est avec humilité et sans arrogance qu'elle fait état de sa propre expérience, particulièrement satisfaisante, notamment en ce qui concerne les immigrants.

5. Pour ce qui a trait à l'examen du rapport du Sous-Comité préparatoire de la Conférence mondiale de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale (E/5922 et Corr.1), la délégation argentine estime que certains des aspects de ce document doivent faire l'objet de consultations approfondies, afin que les dispositions appropriées soient prises en vue de la Conférence. Il faut espérer, étant donné l'importance du sujet, que l'on disposera de l'appui financier nécessaire. Quant à la participation de certaines organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif, la délégation argentine souscrit à l'opinion du Sous-Comité, selon laquelle les invitations doivent être lancées en fonction de critères rigoureusement sélectifs.

6. La délégation argentine tient enfin à indiquer qu'elle est disposée à collaborer aux préparatifs de la Conférence dans l'esprit constructif et conformément aux règles qui ont régi son comportement tout au long du processus de décolonisation.

7. M. MAKEYEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) dit que, en proclamant la Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale en 1973, l'Assemblée générale a inscrit au programme de la communauté internationale la tâche importante et urgente que constitue l'élimination totale et inconditionnelle du racisme et de la discrimination raciale. S'inspirant des principes et objectifs énoncés dans la Charte, l'Organisation des Nations Unies a fait de louables efforts à cet effet, adoptant en particulier la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale que 93 Etats ont

ratifié à ce jour, la Convention internationale sur l'élimination et la répression du crime d'*apartheid*, à laquelle plus de 30 Etats sont parties, ainsi que de nombreuses résolutions de l'Assemblée générale et d'autres organes. Il est toutefois évident que la communauté internationale doit adopter des mesures plus énergiques pour éliminer toute manifestation de racisme et de discrimination raciale, dont l'exemple le plus odieux est la politique et la pratique de l'*apartheid* des régimes de Pretoria et de Salisbury, qui foulent aux pieds les droits des populations autochtones asservies par la terreur.

8. Le Programme pour la Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale que l'Assemblée générale a approuvé dans sa résolution 3057 (XXVIII) exige en premier lieu l'isolement international des régimes colonialistes et racistes de l'Afrique australe. Il est souligné en particulier dans le Programme que le succès des efforts déployés à cet effet dépendra en dernier ressort de la vigueur avec laquelle les gouvernements appliqueront les décisions de l'Organisation des Nations Unies. Les pratiques racistes des régimes illégaux ont été condamnées à juste titre, mais c'est leur élimination qui est devenue nécessaire aujourd'hui. Il convient de faire observer que ces régimes auraient disparu depuis longtemps s'ils n'avaient pas bénéficié de l'aide de certains Etats impérialistes qui maintiennent des liens avec Pretoria et Salisbury au mépris des décisions de l'Organisation des Nations Unies, et continuent de contribuer au maintien de ces régimes, se conduisant ainsi en complices volontaires ou involontaires de leurs actes.

9. Par sa résolution 7 (XXXIII), la Commission des droits de l'homme a reconnu, avec d'autres organes internationaux, la gravité de la situation régnant en Afrique australe; ils ont exprimé le souci qu'elle leur inspirait et réaffirmé leur appui à tout les peuples qui luttent pour leur liberté et leur indépendance. C'est à juste titre que la situation de l'Afrique australe a été portée au centre de l'attention mondiale car, outre qu'elle représente une tragédie humaine, elle a créé un foyer de tension internationale.

10. S'agissant du racisme et de la discrimination raciale, il convient de rappeler que ce fléau n'est pas l'apanage de l'Afrique australe. Il se manifeste également sous d'autres formes dans bon nombre d'autres pays où, pour des raisons de race ou de couleur de peau, les citoyens eux-mêmes et les travailleurs immigrants en sont les victimes. Cette discrimination qui prend racine dans la situation sociale se pratique de façon plus surnoise et dissimulée.

11. L'année 1977 marque le soixantième anniversaire de la naissance de l'Etat soviétique. En cette courte période, la société soviétique a réalisé des progrès notables, fondés sur l'amitié fraternelle qui lie tous les peuples de l'Union soviétique et constitue un exemple de solution heureuse à un problème qui afflige l'humanité tout entière. La Constitution de l'Union soviétique garantit l'égalité de tous les citoyens soviétiques, sans aucune distinction. La lutte pour l'égalité de tous les peuples est une politique de l'Etat de l'Union soviétique, qui bénéficie de l'appui de son peuple. L'Union soviétique a été l'un des premiers Etats à ratifier la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale et la Convention inter-

nationale sur l'élimination et la répression du crime d'*apartheid* dont elle respecte scrupuleusement les dispositions. L'Union soviétique ne reconnaît pas le régime illégal de la minorité blanche de Rhodésie et n'entretient aucune forme de relations avec le régime de l'Afrique du Sud. L'appui aux mouvements de libération nationale, conformément aux décisions de l'Organisation des Nations Unies, est l'un des principes fondamentaux de la politique extérieure de l'Union soviétique. Celle-ci est en faveur de l'adoption de mesures des plus énergiques pour lutter contre le racisme et la discrimination raciale et elle défendra la juste cause des peuples opprimés du Zimbabwe, de la Namibie et de l'Afrique du Sud.

12. La délégation soviétique considère que la résolution qu'il appartient au Conseil d'élaborer pour ce qui a trait à la Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale doit découler logiquement de toutes les résolutions antérieures sur cette question et prévoir des mesures efficaces afin d'atteindre sans tarder les objectifs de la Décennie. L'Union soviétique est disposée, quant à elle, à apporter son concours à l'élaboration de ce projet de résolution.

13. Le Conseil est saisi du rapport du Sous-Comité préparatoire de la Conférence mondiale de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale (E/5922 et Corr.1). La délégation soviétique estime que les travaux du Sous-Comité préparatoire, dont le rapport fait état, constituent une base appropriée pour organiser cette importante réunion internationale avant 1978, conformément aux dispositions du Programme pour la Décennie. Il ne fait aucun doute que la tenue de la Conférence permettra de hâter l'application des résolutions de l'Organisation des Nations Unies, aux termes desquelles les régimes coloniaux et racistes de l'Afrique australe doivent être isolés et boycottés.

14. Quant à la Conférence, la délégation soviétique estime qu'elle doit être largement représentative, et se félicite que le Sous-Comité ait décidé d'inviter tous les Etats à y participer, et tous les mouvements de libération nationale reconnus par l'Organisation de l'unité africaine et la Ligue des Etats arabes, les institutions spécialisées et les organisations intergouvernementales régionales à y envoyer des observateurs. Elle constate avec satisfaction que le Sous-Comité s'est acquitté au mieux des tâches que lui avaient confiées le Conseil et elle estime que celui-ci doit approuver les recommandations du Sous-Comité et prendre les mesures nécessaires pour les présenter à l'Assemblée générale. Convaincue que le Conseil s'acquittera comme il convient des obligations qui lui incombent à cet égard, la délégation soviétique ne ménagera aucun effort pour contribuer à la réalisation des nobles objectifs de la Décennie.

15. Mme SEMICHI (Algérie) se félicite de ce que l'on ait entamé les préparatifs de la Conférence mondiale de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale, qui, aux termes de la résolution 3057 (XXVIII) de l'Assemblée générale, doit être l'un des événements marquants de la Décennie.

16. En ce qui concerne les réserves formulées à la séance précédente au sujet du rapport du Sous-Comité prépara-

toire, toutes les délégations qui ont participé activement à son élaboration savent que le Rapporteur du Sous-Comité avait annoncé à l'avance que le document se présenterait sous une forme quelque peu différente, sans que le fond en soit modifié pour autant. De l'avis de la délégation algérienne, il aurait été préférable que l'ordre du jour qui figure à l'annexe I soit incorporé au rapport, mais il convient de souligner que les réserves formulées au Sous-Comité y figurent et qu'il appartient au Conseil de se prononcer définitivement au sujet de ce document. C'est pourquoi la délégation algérienne, rappelant l'esprit qui a présidé au déroulement des travaux, espère que les délégations qui ont formulé des réserves au sujet de l'ensemble du rapport reconsidéreront leur attitude, afin de faciliter les travaux du Conseil et les préparatifs de la Conférence.

17. M. LAMB (Observateur de l'Australie), prenant la parole sur l'invitation du Président, dit qu'il lui semble particulièrement opportun d'exposer certaines observations de son pays relatives à la Décennie devant le Conseil, puisque c'est à lui qu'incombe la lourde responsabilité de remplir les fonctions de comité préparatoire de la Conférence mondiale. Le Gouvernement australien souhaite plein succès à cette conférence, qui consacrera l'importance de la Décennie et insufflera une force nouvelle à la communauté internationale dans sa lutte incessante contre le racisme.

18. L'Australie comprend tout en la déplorant la décision du Gouvernement ghanéen qui a conduit le Conseil à réexaminer la question du lieu de la Conférence. Elle estime cependant que, au lieu de la tenir à Genève ou à New York, il serait plus marquant, dans la lutte pour les droits de l'homme en Afrique australe, de la convoquer sur le continent africain, qui est en proie au racisme institutionnalisé. Cela étant, le Gouvernement australien espère ardemment avoir l'occasion d'y participer, quel que soit le pays où elle se déroulera, afin d'apporter sa contribution à la réalisation des objectifs qu'elle vise.

19. M. Lamb ne veut pas entrer dans le détail des mesures prises par son pays pour lutter contre le racisme, puisqu'il a déjà rendu compte de l'évolution récente de la législation et des pratiques suivies dans ce domaine au Comité pour l'élimination de la discrimination raciale lors de sa quinzième session qui s'est tenue à Vienne (28 mars-15 avril 1977). Le Gouvernement australien estime que la survivance de la discrimination sous des formes diverses dans de nombreuses parties du monde et sous sa forme exacerbée en Afrique australe, est un affront pour l'humanité. Peu de pays peuvent affirmer en toute honnêteté qu'il n'existe absolument pas de pratique discriminatoire dans leur territoire; si le racisme n'existait que dans les pays où il se manifeste de façon plus flagrante, il n'aurait pas été nécessaire d'élaborer une convention internationale, et la Conférence mondiale de la lutte contre le racisme s'intitulerait autrement. Le racisme est une perversion que la législation à elle seule ne peut supprimer; il faut, en permanence, mettre en oeuvre des programmes énergiques d'éducation et d'information et fournir un appui renouvelé à la lutte contre ce fléau.

20. Le 21 mars, lors de la célébration de la Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale, le Premier Ministre australien a dit que la persis-

tance de l'*apartheid* et des manifestations de fanatisme racial sont une offense à la dignité humaine et qu'il n'est pas de compromis possible lorsqu'il s'agit de l'égalité entre les hommes.

21. L'Australie, qui est un membre actif du Conseil des Nations Unies pour la Namibie et du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, sera représentée à la Conférence internationale pour le soutien aux peuples du Zimbabwe et de la Namibie qui doit se tenir du 16 au 21 mai 1977 à Maputo. Pour manifester sa confiance dans son succès, le Gouvernement australien vient d'annoncer une importante contribution financière au titre des dépenses d'organisation de la Conférence.

22. M. VELESKO (Observateur de la République socialiste soviétique de Biélorussie), prenant la parole sur l'invitation du Président, dit que la République socialiste soviétique de Biélorussie a toujours lutté pour l'élimination définitive du racisme et de la discrimination raciale et respecté la Charte des Nations Unies et les résolutions adoptées en la matière. Elle souscrit donc pleinement à la déclaration faite par le Secrétaire général à l'occasion de la célébration de la Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale le 21 mars dernier. La discrimination raciale est un affront à la dignité humaine et la forme la plus cruelle de ce mal profondément enraciné qu'est l'*apartheid*.

23. La République socialiste soviétique de Biélorussie a voté en faveur de la résolution 3057 (XXVIII) de l'Assemblée générale et n'a cessé de soutenir, lors des sessions suivantes, la cause de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale, car elle est convaincue que ces fléaux sont des vestiges du colonialisme qui non seulement s'opposent à l'exercice de l'autodétermination par les peuples, mais encore constituent une menace constante pour la paix et la sécurité internationales.

24. Il faut absolument appliquer la résolution 31/77 de l'Assemblée générale, en date du 13 décembre 1976, aux termes de laquelle l'Assemblée a condamné les conditions intolérables qui continuent de prévaloir en Afrique australe et ailleurs, y compris le refus du respect des droits à l'autodétermination, et a prié instamment tous les Etats de coopérer loyalement et pleinement à la réalisation des objectifs de la Décennie.

25. Le nombre des détenus actuellement incarcérés en Afrique du Sud s'élève à des milliers et l'on continue de procéder à des arrestations en masse en vertu des lois répressives en vigueur. Selon M. Makatini¹, l'un des dirigeants de l'African National Congress, le régime sud-africain, responsable des massacres sanglants de Sharpeville et Soweto, a été jusqu'à porter des accusations contre des enfants de 4 à 10 ans en vertu de la loi contre le sabotage. Par ailleurs, l'Afrique du Sud continue à occuper illégalement la Namibie, en violation flagrante de la résolution 31/146 de l'Assemblée générale.

26. En Rhodésie du Sud, le régime Smith fait régner l'humiliation et la terreur et son agressivité croissante a conduit le Conseil de sécurité à adopter, sur les instances du Botswana, la résolution 403 (1977) dans laquelle il exige que cessent immédiatement et complètement tous les actes hostiles commis contre le Botswana par le régime illégal de Rhodésie du Sud.

27. Non seulement les régimes racistes, mais encore les Etats qui collaborent avec eux en leur apportant une aide économique et autre, sont condamnables; en effet, les impérialistes font ainsi obstacle à la lutte des peuples pour la libération et l'autodétermination et leur attitude a été condamnée dans les résolutions 2955 (XXVII), 3117 (XXVIII), 3246 (XXIX), 3382 (XXX) et 31/34 de l'Assemblée générale.

28. Enfin, la République socialiste soviétique de Biélorussie appuie sans réserve la tenue de la Conférence de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale, qui contribuera efficacement à l'application des résolutions de l'Organisation des Nations Unies dans ce domaine.

29. Le PRÉSIDENT dit que l'affiche représentant l'emblème de la Conférence est présentée aux membres du Conseil sur la suggestion de la délégation hongroise; elle a été choisie parmi les 42 projets qui avaient été soumis dans le cadre du Concours international organisé par l'Organisation des Nations Unies pour faire connaître la Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale. Le gagnant du Concours est l'artiste bulgare Peter Slanov Petrov.

La séance est levée à 16 h 40.

¹ Voir A/AC.115/SR.339, par. 27.

2050^e séance

Vendredi 22 avril 1977, à 15 h 35.

Président : M. Ladislav ŠMÍD (Tchécoslovaquie).

E/SR.2050

POINT 3 DE L'ORDRE DU JOUR

Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale (*suite*) [E/5920, E/5921, E/5922 et Corr.1]

1. M. ZACHMANN (Observateur de la République démocratique allemande), prenant la parole sur l'invitation du

Président, dit que la délégation de la République démocratique allemande, qui est membre du Sous-Comité préparatoire de la Conférence mondiale de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale, appuie les propositions relatives à l'ordre du jour de la Conférence et à son organisation, contenues dans le rapport pertinent (E/5922 et Corr. 1).